



Savoir sans pouvoir: la France face à l'Allemagne dans les années 1930

cahier de la pensée mili-Terre

le Lieutenant-colonel GOYA

publié le 24/08/2018

Histoire & stratégie

Tout a été transparent dans la montée du péril nazi. Les intentions profondes, les méthodes, l'ordre de bataille, tout était connu en détail par les Français. Rien n'a été fait pour l'enrayer avant septembre 1939, en grande partie parce que c'était matériellement impossible.

En 1925, dans *Mein Kampf*, Hitler décrit la France comme principal obstacle à son programme et considère comme inévitable une guerre sanglante contre elle. Le livre est traduit en français un an après l'accession de son auteur au poste de chancelier avec cet avertissement de Lyautey: «Tout français doit lire ce livre». A ce moment là, l'Allemagne est déjà devenue une dictature complète, a multiplié les lois antisémites et réarme ouvertement et à grande vitesse. Le Lieutenant-colonel de Gaulle estime alors nécessaire la création d'«un instrument de manœuvre répressif et préventif [...] tel qu'il puisse déployer du premier coup une extrême puissance et tenir l'adversaire en état de surprise chronique».

Pendant deux ans, les hommes politiques français, qui n'ignorent rien de la menace allemande grandissante grâce à l'ambassadeur François-Poncet et au 2^{ème} bureau (dont un agent est le chef du bureau chiffre du ministère de la guerre allemand[1]), multiplient les incantations à l'assemblée nationale («Nous sommes contre la défense nationale. Nous sommes les partisans de Lénine et du défaitisme révolutionnaire», Maurice Thorez 1932; «Contre ce danger [le nazisme] il n'est d'autre moyen de garantie possible que le désarmement de l'Allemagne, accepté volontairement par elle ou qui lui serait imposé par l'accord unanime de toutes les autres puissances», Léon Blum, 1935).

Le 7 mars 1936, et alors qu'aucune mesure de réarmement n'a vraiment été prise du côté français, les Allemands réoccupent militairement la Rhénanie (avec 30.000 hommes). Ce n'est en aucun cas une surprise puisque le 2^{ème} bureau l'attend depuis septembre 1935 et que cette hypothèse a été présentée en janvier 1936 aux Britanniques pour leur demander quelle serait leur réaction.

Le jour venu, le président du conseil Sarraut déclare qu'il n'acceptera jamais de voir Strasbourg à portée des canons allemands. Il demande son opinion au Général Gamelin qui lui répond qu'«envoyer rapidement un corps expéditionnaire français, même plus ou moins symbolique, serait chimérique». Rien ne peut se faire sans une mobilisation, au moins partielle (soit un million d'hommes). À quelques semaines des élections, rien n'est donc fait. En juillet, Daladier, Blum et Thorez sont photographiés ensemble sous une bannière «Pour le désarmement». Au même moment, de Gaulle écrit: «l'acte hostile du 7 mars a montré quelle méthode va suivre désormais la force pour accomplir son œuvre: surprise, brutalité, vitesse. Un peuple qui veut survivre doit donc [...] organiser sa propre force de manière à pouvoir réagir dans les mêmes conditions que l'agresseur agira...or nous n'en avons pas les moyens».

La guerre d'Espagne se déclenche le 20 juillet 1936 à la suite d'une lente dégradation de la situation que la France suit de très près. Le gouvernement du Front populaire est très désireux d'intervenir auprès des républicains espagnols mais ne le fait pas, pour des raisons politiques et parce que, encore une fois, il serait nécessaire de mobiliser plusieurs corps d'armée.

Lors de l'hiver 1937-1938, alors que l'on s'inquiète des ambitions grandissantes d'Hitler à l'égard de la Tchécoslovaquie, un grand exercice de simulation est lancé, qui démontre que l'armée française est incapable de déployer à temps des grandes unités de manœuvre pour riposter à une agression allemande et qu'elle ne peut rien faire sans les Britanniques. Le Général Vuillemin est persuadé que l'aviation française ne tiendrait pas deux semaines face à la Luftwaffe. Cela n'empêche pas le président du conseil (à nouveau Léon Blum) d'assurer à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie que la France remplira ses engagements envers son pays (la convention de 1937 prévoit l'envoi d'une force aérienne). Quelques mois plus tard, en septembre 1938, Daladier («la ruse du buffle, la force du renard» selon ses détracteurs) qui ne peut s'appuyer sur la menace d'aucune force d'intervention terrestre ou aérienne (alors que les Soviétiques sont prêts à entrer en guerre à nos côtés), revient de Munich en déclarant que l'accord qu'il vient de signer est «indispensable à la paix en Europe». En réalité, il vient de signer le renoncement de la France au statut de grande puissance.

En janvier 1946, en rappelant cette période, le Général Juin déclare: «la première des idées qui s'imposent à l'esprit est celle d'une force d'intervention. Il importe, pour ne plus revoir Munich, pour se tenir prêt à toute éventualité dans l'Empire et pour satisfaire à nos obligations internationales dans le cadre des Nations Unies, de disposer en permanence de forces aptes à la guerre, susceptibles d'être déclenchées en quelques heures».

[1] En 1935, cet agent transmet intégralement le compte rendu d'une réunion des haut dignitaires nazis où il est question des projets à long terme de l'Allemagne.

Titre : le Lieutenant-colonel GOYA

Auteur(s) : le Lieutenant-colonel GOYA